

FIERS DE NOTRE VILLE

LE JOURNAL DES SOCIALISTES DE NANTERRE

La surdité du pouvoir aggrave la crise

RACHID TAYEB



“

Le pouvoir semble incapable d'entendre les signaux de plus en plus nombreux adressés par le pays : une forte mobilisation dans les rues les 29 janvier et 19 mars derniers, pour demander des gestes significatifs en faveur du pouvoir d'achat et de l'emploi ; un mois de grève générale en Guadeloupe et pendant plusieurs semaines un gouvernement qui ignore superbement ce qui se passe dans ce département français. Ce mépris a engendré un durcissement du conflit et un syndicaliste y a laissé sa vie. Puis, le mouvement s'est étendu vers d'autres départements d'Outremer.

Malgré tout, le gouvernement refuse de changer de cap. La relance n'est pas à la hauteur de la crise économique qui touche notre pays de plein fouet (90 000 chômeurs de plus en janvier !). Le pouvoir ne semble pas prendre la mesure de la crise économique et sociale dans laquelle les Français se débattent aujourd'hui et il refuse de revenir sur les cadeaux fiscaux accordés aux familles les plus aisées en 2007 !

Dans les autres pays, les plans de relance ne se contentent pas de sauver les banques et de saupoudrer quelques investissements, pour la plupart déjà prévus. Partout des plans d'investissements massifs sont lancés, notamment dans les filières écologiques, avec aussi des mesures ciblées pour faciliter l'accès des PME aux crédits. Le gouvernement n'a pas voulu relancer la consommation qui a un effet immédiat sur le pouvoir d'achat, proposition défendue par le parti socialiste dans son contre plan de relance.

Enfin, un véritable dialogue avec les élus locaux aurait permis de donner une cohérence et une efficacité au plan de relance français. Il n'en a rien été. La « méthode » Sarkozy, fondée sur l'absence de concertation, l'ignorance des acteurs de terrain et la communication à outrance, montre clairement ses limites.

Les socialistes rassemblés seront aux côtés des Français, pour faire des propositions alternatives et s'opposer au gouvernement d'une seule voix forte, à chaque fois que l'essentiel sera en jeu.

Rachid TAYEB

Secrétaire de la section PS de Nanterre, conseiller municipal



Marie-Laure Meyer

Conseillère municipale de Nanterre
Conseillère régionale d'Ile-de-France

Lycée Joliot-Curie : dans 2 ans, un lycée moderne, totalement rénové pour réussir ses études.

Le conseil régional d'Ile-de-France a choisi le projet de rénovation du lycée : 45 millions d'euros – un des plus importants de la région –

une façade retravaillée, une entrée sécurisée vers le mail et un bâtiment totalement haute qualité environnementale, accessible, avec des salles lumineuses et modernes. Les travaux commenceront l'an prochain, il y en aura pour 2 ans car les cours continueront mais le résultat en vaudra la chandelle. Reste à construire le lycée supplémentaire prévu au schéma

régional, pour lequel les socialistes réclament un lycée des métiers, afin de donner aux jeunes Nanterriens qui choisissent la voie professionnelle ou l'alternance, des conditions de travail aussi bonnes que pour la voie générale, avec des métiers qui recrutent, mais aujourd'hui peu ou pas enseignés près de Nanterre : développement durable, tourisme...



Parti socialiste

www.ps-nanterre.net

Interview de Bruno Chanut,

Vice-président EPA Seine-Arche, Conseiller municipal délégué Transport-Déplacement.



L'État procède à la fusion de l'EPA Seine-Arche¹ et de l'EPAD². Est-ce souhaitable ?

Dans le projet développé dans le rapport Lelarge (préfet de région), outre la fusion des deux établissements, la droite veut imposer à la ville le modèle dépassé et obsolète d'une Défense Bis au quartier des Groues.

Les socialistes de Nanterre y sont opposés. Pour autant, deux Opérations d'Intérêt National aussi proches et aux objectifs comparables posent question.

Même si les enjeux économiques, sociaux et environnementaux dépassent largement la ville de Nanterre, et concernent toute la Région Île-de-France, le pays et même l'Europe, il est important que ce projet soit partagé et débattu avec les Nanterriens et leurs élus. C'est à ce titre seulement que la fusion EPAD/EPASA pourra avoir un sens.

L'avenir de notre territoire se situe dans un projet favorisant le développement d'une offre innovante, conforme aux attentes des entreprises en mutation constante et dans la refondation complète de ce quartier énergivore. Il doit faire émerger une mixité essentielle, grâce à des logements pour tous, accompagnés d'une offre de transport adaptée.

Cette évolution ne peut voir le jour qu'avec trois objectifs indissociables : la réduction des inégalités, sociales et fiscales, l'efficacité accrue des politiques publiques et le renforcement de la démocratie locale.

La crise actuelle freine l'expansion économique du territoire. Mettons à profit ce temps pour remettre en question l'actuel modèle de développement économique et financier et développer un aménagement durable, mêlant services innovants de transports et logements confortables et accessibles à tous au cœur des emplois.

Nanterre, par sa culture et son histoire, revendique un rôle essentiel dans cette construction qui doit être démocratique pour assurer l'avenir de notre bassin d'emploi et de vie.

Quelle place pour les réunions publiques organisées par le Parti Socialiste Nanterrien sur ces enjeux ?

La complexité et la technicité des enjeux réclament des éclairages avec des architectes, des urbanistes, des économistes, des géographes, des sociologues. Le Parti Socialiste organise ce débat public pour que tous les habitants puissent se l'approprier pleinement. Par notre voix, nous voulons éviter deux écueils majeurs :

- ▶ effleurer les sujets en ne restant qu'au niveau du visible et du ressenti permet seulement à la subjectivité et la passion de s'exprimer; ce n'est pas constructif et conduit souvent au rejet ;
- ▶ situer le débat au seul niveau institutionnel entre élus ne permet pas une pleine expression démocratique, seul chemin pour permettre l'adhésion autour d'un projet.

Notre cycle de débats vise à diffuser les analyses et les avis, ouverts sur nos voisins, souvent constructifs, parfois contradictoires, toujours enrichissants pour dialoguer et dégager un consensus autour de Nanterre au sein de la métropole faite d'échanges et de solidarités.

C'est notre projet pour Nanterre, et avec les socialistes de Suresnes, Rueil, Courbevoie, Puteaux et La Garenne nous construisons un réseau de compétences et de dialogue pour faire émerger à partir des citoyens et des associations une identité de notre bassin de vie intégré dans la métropole et la région, ce qu'aucun gouvernement ne pourra jamais décréter. ■

(1) EPA Seine-Arche : Établissement public de l'aménagement Seine -Arche

(2) EPAD : Établissement public d'aménagement de la Défense



PROJET DE LOI HÔPITAL, PATIENTS, SANTÉ, TERRITOIRES : UNE RÉFORME EN TROMPE-L'ŒIL.

Fatna Chouaikh
maire-adjointe à la Santé
et à la prévention



Le projet de loi « Hôpital, Patients, Santé, Territoires » dit projet de loi Bachelot, est présenté « comme un projet de santé durable pour nos concitoyens ». Ce titre prometteur recouvre une réalité autre, celle d'une loi qui sous-prétexte de lutter contre les carences du système de santé, privilégie l'aspect comptable et une vision du système de santé français libérale et qui fait peu de place aux usagers.

La liste des carences et des tensions créées par ce nouveau projet est longue néanmoins j'en rappellerai les principales : l'hôpital public est sommé d'être avant tout rentable alors qu'il est un lieu de service public, de qualité des soins et d'innovation ; la fracture sanitaire n'est pas traitée, entre grandes villes et quartiers chics d'une part, banlieues plus populaires et zones rurales d'autre part ; la prévention et la santé publique sont absentes ; les missions des ARS (agences régionales de santé) sont une belle idée dévoyée qui au lieu de garantir l'égalité d'accès à des soins de qualité pour

tous deviennent de purs outils comptables, au service des cliniques privées. Pourtant cette loi aurait pu permettre de construire un système de santé solidaire et un accès universel à des soins de qualité ; un plan de sauvegarde pour l'hôpital ; une action volontariste contre les déserts médicaux ; un système de santé centré sur la prévention et la santé publique ; un pilotage intégré au niveau régional ; un système de santé juste et solidaire.

Quelle sera demain la place de la médecine préventive de plus en plus organisée par les seules collectivités territoriales dans les ARS devenues un instrument purement budgétaire ?

À Nanterre, nous avons fait le choix de financer des centres de santé municipaux qui ont pour mission première la prise en charge globale de la population dans toute sa diversité, assurent des actions de prévention et de santé publique ainsi que des coordinations de soins. Quel sera leur devenir dans l'organisation territoriale de santé de demain ?



Face à la crise, une économie plus solidaire

Le vécu quotidien des Français et des Nanterriens nous le dit mieux que les indicateurs de PIB : la vie est décidément chère alors que les revenus stagnent... quand ils ne baissent pas suite au non-renouvellement d'une mission d'intérim ou d'un CDD. À Nanterre, le chômage repart sévèrement à la hausse après huit trimestres de baisse et cruel éclairage statistique : les jeunes et les étrangers, comme à chaque revirement conjoncturel, en sont les premières victimes.

Le tableau est sombre et les responsabilités sont d'ores et déjà repérées : une dérégulation effrénée, une dépense publique injuste qui favorise les plus riches, une course à la rentabilité financière au seul bénéfice des actionnaires... Nous pourrions ajouter la déconnexion entre les échelles de la décision économique – essentiellement internationales – et celles de la vie des hommes et des femmes qui font fonctionner l'économie – surtout locales.

La crise est donc l'occasion d'une prise de conscience : le système économique que nous connaissons touche ses limites. Il est non pérenne, il renforce les inégalités, la souffrance sociale et environnementale.

À l'inverse, l'économie sociale et solidaire (ESS), qui regroupe le mouvement associatif, les coopératives et les mutuelles, apparaît comme plus adaptée à notre modernité : en favorisant le développement local, la réponse aux besoins des personnes et les services à « haute valeur ajoutée sociale », l'ESS produit de la richesse collective. Un salarié sur dix, déjà, travaille dans ce secteur. C'est loin d'être anecdotique. Bien sûr, l'ESS ne viendra pas supplanter l'économie traditionnelle, mais elle peut et doit être confortée comme une économie complémentaire. C'est ce que promeuvent à Nanterre les élus socialistes : à travers la vie associative mais également dans le champ proprement

économique. Les chantiers d'insertion sont un exemple de réponse socialement performante à des besoins non couverts : la fresque réalisée en 2008 sur la façade du centre de loisirs des Provinces françaises a ainsi permis à dix personnes éloignées de l'emploi de se former au métier de peintre. La réhabilitation des talus SNCF se fait sur le même principe depuis 2007 et permet chaque année à une dizaine de personnes de se préparer aux métiers de l'écojardinage.



De même, le SOL, monnaie locale dite complémentaire elle aussi, car elle circulera en parallèle de l'euro, favorisera les échanges à haute valeur ajoutée sociale en les rendant visibles et en les encourageant. Côté visibilité, il permettra de valoriser les solidarités : une heure de bénévolat pourra être rétribuée en SOL qui pourront ensuite être échangés contre d'autres heures de bénévolat. Côté développement des échanges, le SOL fonctionnera comme une carte de fidélité qui permettra de cumuler des points lors d'achats dans les commerces locaux et/ou solidaires. Les points donneront lieu à une réduction sur un prochain achat : parce qu'en favorisant l'économie locale, on favorise l'emploi non délocalisable... et le pouvoir d'achat.

A deux pas de La Défense et de son modèle financiarisé à outrance, il y a là de quoi remettre les solidarités au centre de nos économies. Une petite pierre à l'édifice de la résistance à la crise. ■

Sophie Donzel
mairie-adjointe
au développement économique,
à l'emploi, au commerce
et à l'artisanat.



Laurent EL GHOZI
Conseiller municipal délégué,
Ville-Université

Universités : Sortie de crise ou rebond de la mobilisation ?

Selon le gouvernement et la presse, les revendications des enseignants chercheurs ont été entendues – elles étaient donc légitimes ? – et le travail reprend dans les Universités.

Il n'en est rien : la ré-écriture du décret n'est pas satisfaisante et ne résout pas la crise. Les réformes imposées, en particulier concernant la formation des maîtres, cohérentes avec l'idéologie de Sarkozy, reposent sur le renforcement du pouvoir, la précarisation des équipes soumises non à l'évaluation scientifique de leurs travaux – légitime et largement réalisée – mais à celle de leur utilité économique, le désengagement de l'État au bénéfice des capitaux privés, le démantèlement des grands organismes.

Mise en œuvre précipitée et chaotique d'une réforme dogmatique méprisant l'indépendance des universitaires, confusion entre recherche universitaire et « innovation » technologique, leurre de l'autonomie pour masquer la réduction des moyens, tout cela est aujourd'hui dénoncé sans réserve y compris par la Conférence des présidents d'Université (dont M^{me} Madeuf, Présidente de Paris X Nanterre) pourtant favorable au départ. Ici comme dans tous les secteurs, le financement public et la démocratie sont les enjeux d'une grève reconduite sans limite par la Coordination.

Débat d'orientation budgétaire au conseil municipal : renforcer la solidarité et l'efficacité économique malgré la crise



Patrice Marchal
président du groupe Socialiste
au Conseil municipal,
conseiller municipal.

Le conseil municipal a eu à débattre des orientations budgétaires dans sa séance du 10 février 2009.

Fin mars il votera le budget primitif de l'année 2009 et déterminera deux paramètres importants : le taux des impôts et le montant de l'enveloppe d'emprunt qui servira à financer les investissements.

Le contexte économique est difficile. La crise est violente et conduit à la récession. Seule une action publique volontaire et dynamique aidera à remettre l'économie sur les rails.

Le gouvernement Fillon a pourtant réduit ses dotations aux collectivités. L'annonce faite par le président de la République de supprimer une partie importante de la taxe professionnelle, qui représente à Nanterre 70 % des recettes fiscales, au profit des entreprises sans dire comment et par quoi elles seront remplacées, ne rassure pas les élu(e)s quel que soit le bord politique. En déstabilisant ainsi les finances des collectivités locales, les élu(e)s y regarderont à deux fois avant de se lancer dans des opérations dont le financement ne sera pas ou mal assuré. Les collectivités locales assurent 73 % de l'investissement public en France. C'est une valeur sûre et récurrente qu'il faut encore plus valoriser, c'est malheureusement le contraire qu'a fait Sarkozy par son annonce intempestive.

À Nanterre, nous avons souhaité être dans une stricte

continuité basée sur la solidarité, la redistribution à travers notamment le quotient familial que ce soit dans le domaine scolaire, l'enfance, la petite enfance, la culture ou le sport, le troisième âge et aussi l'emploi à travers la maison de l'emploi et de la formation.

Un ensemble de prestations qui doit permettre à un certain nombre de nos concitoyens de mieux résister à une crise qui se caractérise par une progression du chômage comme nous ne l'avions encore jamais vue. Nous avons aussi la responsabilité de construire le Nanterre de nos enfants. C'est la question de l'aménagement, du logement, des équipements publics. Les chantiers sont nombreux : Seine-Arche, Place de la Boule, la ZAC Sainte-Geneviève, réhabilitation de logements – Petit Nanterre, Université – etc. Les besoins de financement sont importants.

La ville fera bien sûr appel à l'emprunt mais également devra trouver dans son fonctionnement des ressources propres afin de limiter la dette et donc garder des marges pour l'avenir.

La majorité municipale a également décidé d'utiliser le levier de la fiscalité locale pour assurer l'équilibre de son budget. Le maire propose une augmentation entre 4 et 6 % des taux d'imposition.

Les élu(e)s socialistes militent pour une augmentation de 4 % des taux. C'est une augmentation modérée mais nécessaire dans un contexte de baisse des dotations de l'état si nous voulons garder le niveau de nos prestations et bâtir le Nanterre de demain.

Nous n'aurons pas un budget dit de « crise » comme nous y incite l'UMP en valorisant quelques dépenses dans une opération de marketing politique.

Visitez notre nouveau site internet :

www.ps-nanterre.net

Parti Socialiste

14 bis, rue du Docteur Foucault

92000 Nanterre

Téléphone : 01 47 24 26 82

Courriel : contact@ps-nanterre.net

Site internet : www.ps-nanterre.net

Nom, prénom :

Adresse :

Téléphone :

Contact mail :

Je souhaite rencontrer ou soutenir le Parti Socialiste à Nanterre

Si vous souhaitez aider le Parti Socialiste, vous pouvez faire un don (66% déductible des impôts). Je joins un chèque d'un montant de € à l'ordre de : AFPS92